

Le pouvoir aux travailleurs

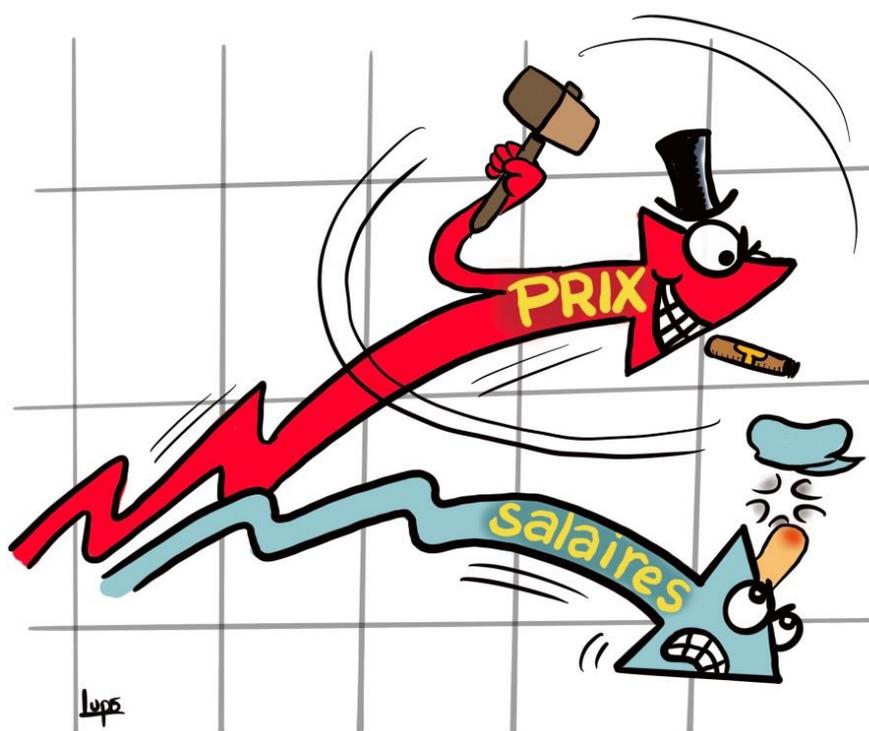
L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

16 Septembre 2023

N° 297

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr



Éditorial

LES ÉLECTIONS, UNE AFFAIRE DE SINÉCURE ET DE MANGEMENT !
LA RÉVOLUTION, LA SEULE VOIE POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ !

Page 3

SOTACI :
LES TRAVAILLEURS RELÈVENT
LA TÊTE !.

Page 5

AUGMENTATION DU PRIX DU
RIZ : NOUVELLE ATTAQUE
CONTRE LE POUVOIR
D'ACHAT DES PLUS PAUVRES

Page 8

NIGER :
À BAS LA FRANÇAUFRIQUE !
TRAVAILLEURS D'AFRIQUE
ET DE FRANCE, MÊMES
EXPLOITEURS, MÊME
COMBAT !

Page 13-14

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>ÉDITORIAL :</u>	
- LES ÉLECTIONS, UNE AFFAIRE DE SINÉCURE ET DE MANGEMENT ! LA RÉVOLUTION, LA SEULE VOIE POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ !.....	3
<u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :</u>	
- PORT-BOUËT : INCENDIE DANS LE QUARTIER ADJAWI, PLUSIEURS FAMILLES SANS LOGEMENT.....	4
- RENTRÉE SCOLAIRE CATASTROPHIQUE POUR LES TRAVAILLEURS.....	4
- SOTACI : LES TRAVAILLEURS RELÈVENT LA TÊTE !.....	5
- ETS MSSZ - OUELÉ: UN GRAVE ACCIDENT DÛ A L'INCURIE DU PATRON.....	5
- CCECC-CI TOUBA : POUR AVOIR RÉCLAMÉ LEUR SALAIRE, LES TRAVAILLEURS ONT ÉTÉ RÉPRIMÉS PAR LA GENDARMERIE.....	5 - 6
- CHANTIER ÉCHANGEUR PORT-BOUËT AKWABA : GROGNE CONTRE LES MAUVAISES CONDITIONS ET LA PRÉCARITÉ DU TRAVAIL.....	6
- RÉFORME DE L'IMPÔT SUR LES SALAIRES : BEAUCOUP DE BRUIT POUR DES MIETTES !.....	7
<u>LEUR SOCIÉTÉ</u>	
- AUGMENTATION DU PRIX DU RIZ : NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LE POUVOIR D'ACHAT DES PLUS PAUVRES....	8
- LA RENTRÉE DES CLASSES : UNE MANNE POUR LES ÉDITEURS DE MANUELS SCOLAIRES !.....	8
- DU SYNDICALISME À LA SAUCE PATRONALE ET GOUVERNEMENTALE !.....	9
- TRAFICS DE FAUX MÉDICAMENTS ET PASSOIRES BÉANTES !.....	10
- ÉLECTIONS À KOUMASSI : UN CAS PARMIS D'AUTRES !.....	11
- PENDANT QUE 258 MILLIONS DE PERSONNES VIVENT DANS « L'EXTRÊME PAUVRETÉ », DES MILLIARDS SONT DISTRIBUÉS AUX CAPITALISTES.....	11
- SÉISME AU MAROC : LE PHÉNOMÈNE GÉOLOGIQUE EST NATUREL, MAIS SES CONSÉQUENCES SOCIALES NE LE SONT PAS !.....	12
<u>DANS LE MONDE :</u>	
- NIGER : À BAS LA FRANÇAIFRIQUE ! TRAVAILLEURS D'AFRIQUE ET DE FRANCE, MÊMES EXPLOITEURS, MÊME COMBAT !.....	13 - 14

LES ÉLECTIONS, UNE AFFAIRE DE SINÉCURE ET DE MANGEMENT ! LA RÉVOLUTION, LA SEULE VOIE POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ !

Des élections municipales couplées aux régionales ont eu lieu le 2 septembre 2023 afin de renouveler les membres des 201 conseils municipaux et des 31 conseils régionaux. Ces élections ont été largement remportées par le RHDP, le parti au pouvoir. Il rafle à lui seul 123 communes et 25 régions. Ce sont ensuite ces nouveaux conseillers municipaux et régionaux qui doivent élire à leur tour 64 sénateurs sur les 99 que comptent le sénat, les autres étant nommés par le président.

Pas grand monde ne se fait d'illusions sur l'importance de ces élections. Par delà leur étiquette tous les candidats se valent. Ce qui les fait courir c'est d'abord leurs intérêts personnels. Le fait d'être élu leur donne accès à des postes juteux et leur assure des positions dans la société pour la durée de leur mandat. À la veille de chaque échéance électorale, c'est le branle-bas au sein des chapelles politiques. C'est la période des alliances et des « *transhumances* » pour se trouver dans le bon wagon.

Pour arriver à leur fin, ces gens-là sont capables de tout, y compris de monter les populations les unes contre les autres, en propageant la xénophobie, en s'appuyant sur les divisions ethniques, régionales ou religieuses. Depuis 30 ans qu'ils s'affrontent ainsi, ils ont semé la haine, la méfiance et la mort. Ce poison est toujours là et nous vivons toujours sous sa menace si nous n'en prenons pas garde en nous laissant piéger par le discours de ces politiciens sans scrupules, affamés de pouvoir et de privilèges.

Même lorsque les élections ne sont pas entachées de sang, les travailleurs et l'ensemble des populations pauvres n'ont rien de bon à en attendre car ce n'est pas là que leur sort se décide. Dans un monde dominé par l'argent, c'est la bourgeoisie en tant que classe sociale dominante qui décide du fonctionnement de la société en fonction de ses intérêts. L'État est entre ses mains et les politiciens aux différents échelons du pouvoir ne sont que ses exécutants quand ils ne sont pas issus de ses propres rangs.

Le rôle de ces politiciens est aussi de faire croire que c'est par le vote que la population peut décider de son avenir. Les travailleurs n'ont aucune illusion à se faire dans ce genre de discours. La seule voie possible pour eux et pour l'ensemble de ceux qui vivent de leur travail sans exploiter personne, c'est de s'organiser politiquement, en toute indépendance, en tant que classe pauvre, en tant que catégorie opprimée de la société. En prenant conscience de son rôle économique dans la société et de la force sociale qu'elle représente, la classe ouvrière est la seule classe mondiale capable de renverser l'ordre bourgeois par la révolution prolétarienne. En prenant le pouvoir, elle peut exproprier la bourgeoisie et bâtir une nouvelle société sans frontière et débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

PORT-BOUËT :

INCENDIE DANS LE QUARTIER ADJAWI, PLUSIEURS FAMILLES SANS LOGEMENT

Dans la journée du dimanche 10 septembre aux environs de 14h sous un soleil de plomb, un incendie s'est déclenché sur un îlot de logements bâtis en bois. Plus de soixante-dix logements ont été réduits en cendres. Les pompiers sont arrivés deux heures après pour faire juste le constat et repartir malgré les multiples appels de détresse. Dans ce village délaissé par le gouvernement, habitent en majorité les ouvriers de la zone industrielle de Koumassi, de Vridi et ceux des BTP (Bâtiment et Travaux Publics).

Les habitations sont généralement construites en bois et enveloppées de plastiques. Elles sont à moindre coût et correspondent aux revenus des ouvriers. Il n'y a pas de cuisine, les toilettes sont communes. Avec un salaire de misère, les ouvriers n'ont le choix que d'habiter dans des logements dont la surface est quelque fois tout juste de quelques mètres-carrés composés d'une seule pièce appelée communément « *entrer-coucher* ». Cet espace peut regrouper parfois 6 membres d'une famille ou un groupe de travailleurs

qui se cotisent pour payer le loyer entre 10.000f et 25.000f CFA équivalant par ailleurs au quart ou au tiers du salaire.

Dans le quartier d'Adjawi, l'eau potable est rare. C'est grâce aux puits que les familles ont de l'eau. Quant à l'électricité, ce sont des branchements anarchiques dont la tension est toujours faible. Les courts-circuits sont récurrents et peuvent provoquer des incendies. Néanmoins, les causes précises de l'incendie qui vient d'avoir lieu ne sont pas connues. Le fait est que même les pompiers ne sont finalement pas intervenus, comme pour dire que ce ne sont là que des taudis pour pauvres !

Selon certaines rumeurs, ce sont des propriétaires terriens qui seraient à l'origine de cet incendie pour chasser ces locataires indésirables et mettre en valeur leurs terrains. Tout cela est possible, quand on sait que dans cette société capitaliste, la vie des travailleurs ne compte pas beaucoup, ni pour les autorités, ni pour les capitalistes qui les exploitent et qui s'enrichissent de leur travail.

RENTRÉE SCOLAIRE CATASTROPHIQUE POUR LES TRAVAILLEURS

La rentrée scolaire est là, les problèmes aussi pour les travailleurs. Elle a été fixée à début septembre, mais pour beaucoup d'enfants de famille ouvrière elle ne sera effective qu'en octobre voire en novembre faute de moyens. Dans ce contexte de flambée généralisée des prix de produits de première nécessité, les frais d'écologie n'échappent pas à la règle et sont en hausse continue. Les fournitures scolaires suivent la même tendance avec la forte hausse du prix du papier. Dans ces conditions, scolariser correctement les enfants relève d'un vrai casse-tête.

Avec les niveaux actuels des salaires, comment assurer à la fois les dépenses courantes de la famille et les dépenses de rentrée ? Beaucoup de

travailleurs doivent recourir à des prêts scolaires octroyés par certains patrons. Mais ces prêts (auxquels les journaliers qui constituent l'écrasante majorité des travailleurs n'ont pas droit) servent tout juste à déplacer les problèmes parce que les mois suivants au moment des remboursements, les travailleurs se retrouvent avec un bulletin de paie presque nul. Pour beaucoup de familles pauvres, le coût de la scolarisation des enfants est au-delà des revenus. Nombreux sont les enfants qui sont exclus de fait du système éducatif.

Quand on entend les gens du gouvernement nous parler d'école « *gratuite et obligatoire* », on voit à quel point ils se moquent des pauvres.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SOTACI : LES TRAVAILLEURS RELÈVENT LA TÊTE !

Sotaci est une entreprise de fabrication de matériels de construction comme les fers à béton, les clous, les brouettes, etc. Elle est située à la zone industrielle de Yopougon. Les travailleurs de cette entreprise ont observé récemment une grève de trois jours. Ils réclament entre autres, une augmentation de salaire, une prime de logement, de meilleures conditions de travail et de sécurité, la fin des entraves à l'exercice du droit syndical.

En effet, avec le boom dans le secteur du bâtiment, cette entreprise fait partie des plus florissantes et ses affaires marchent à merveille. Les travailleurs le voient et le sentent jusque dans leur chair puisque ce sont eux qui produisent et qui enchainent heures supplémentaires sur heures supplémentaires. Les conditions de

travail sont mauvaises, avec de fréquents accidents de travail. Ils ont décidé de réagir. Depuis le début de l'année, ils sont en négociation avec leur direction pour régler les problèmes. Mais la direction a botté en touche toutes les préoccupations des travailleurs. Ces derniers ont dû finalement bloquer l'usine. Malgré les nombreuses pressions et menaces, ils ont tenu trois jours. Même si pour l'instant, les problèmes soulevés n'ont pas trouvé de solution, les travailleurs ont repris le boulot, la tête haute !

Les problèmes que les travailleurs de Sotaci ont soulevé sont les mêmes que ceux rencontrés par les travailleurs des autres usines de la zone industrielle. Ensemble, ils constituent une force capable de faire plier le patronat.

ETS MSSZ - OUELÉ: UN GRAVE ACCIDENT DÛ A L'INCURIE DU PATRON

Une pelleteuse chargeuse a été impliquée dans un grave accident de la circulation récemment à cause d'une défaillance mécanique. Une femme a été tuée sur le coup. Il y a eu aussi des dégâts matériels : trois motos, quatre tricycles et une maison ont été détruits.

Le chauffeur avait déjà signalé à plusieurs reprises au patron des problèmes

au niveau de la machine, mais ce dernier a toujours fait la sourde oreille. Et lorsque l'accident a eu lieu, c'est le conducteur de l'engin qui a payé les pots cassés. Il a été jeté en prison tandis que le patron n'a pas été inquiété le moins du monde.

Ainsi va cette société capitaliste !

CCECC-CI TOUBA : POUR AVOIR RÉCLAMÉ LEUR SALAIRE, LES TRAVAILLEURS ONT ÉTÉ RÉPRIMÉS PAR LA GENDARMERIE

CCECC-CI est une entreprise qui exerce dans le secteur du BTP notamment dans la construction des routes. C'est cette entreprise qui a en charge la réalisation d'une partie du tronçon de la route Touba-Ouaninou-Sawéla-Frontière Guinée.

Cette entreprise passe par des structures de placement de main d'œuvre en espérant ainsi se désengager en cas de problèmes. C'est cette structure qui se charge de payer les salaires, mais les problèmes sont légion. Les heures supplémentaires ne sont pas payées, la

déclaration à la Cnps pas effective ou encore le salaire qui vient en retard comme ce fut le cas cette fois-ci.

Le 18 juillet 2023, les travailleurs ont été mis en chômage technique. Une semaine après, la direction a voulu reprendre le travail avec quelques-uns, mais les travailleurs ont refusé malgré l'intervention de différentes autorités préfectorales de la région.

C'est ainsi qu'à la fin du mois, elle a voulu utiliser le paiement de salaire comme un appât pour obliger les travailleurs à

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

reprendre le travail. Ces derniers ont refusé. Le 9 août, ils se sont rendus sur le chantier pour réclamer leur salaire. Arrivés à la base, on leur fait savoir que l'entreprise n'a pas les moyens financiers

Ils ont passé toute la nuit à veiller sur les barricades. Le patron a fait intervenir les forces de l'ordre. Finalement, c'est tôt le matin que la gendarmerie est venue gazer les travailleurs. Elle les a même poursuivis jusque dans les villages environnants.

C'est par la suite que les autorités de la ville de Touba sont intervenues et ont

pour payer les salaires. Les travailleurs ont érigé des barricades à l'entrée de la base pour que personne ne rentre ni ne sorte tant qu'ils n'auront pas leur salaire.

demandé au patron de soigner les blessés et d'indiquer une date pour le paiement des salaires.

Ce mouvement a montré à ces travailleurs le vrai rôle de l'État, un instrument au service des riches. Car pour avoir réclamé leur salaire, ils n'ont eu droit qu'à des jets de lacrymogène sur leur tête.

CHANTIER ÉCHANGEUR PORT-BOUËT AKWABA : GROGNE CONTRE LES MAUVAISES CONDITIONS ET LA PRÉCARITÉ DU TRAVAIL

L'échangeur du grand carrefour appelé « Akwaba » est réalisé par l'entreprise CHEC. Cette entreprise a plusieurs chantiers à travers le pays, notamment dans la région d'Odienné. Mais sur ses différents chantiers, les travailleurs sont toujours confrontés aux mêmes problèmes : bas salaires, les retards dans le paiement de salaire, les contrats précaires, etc.

Voici le récit d'un ouvrier :

«Je travaille sur ce chantier depuis près de 8 mois. Auparavant, nous étions sur d'autres chantiers dans la région de Tiébissou. Cette fois-ci, sur le nouveau chantier, nous avons été confiés à une entreprise de placement de main-d'œuvre. Les salaires qui nous ont été proposés ne sont pas respectés. Quand nous réclamons, ils nous disent qu'ils ne sont pas responsables de ces promesses.

Nous avons des contrats journaliers et payés à la quinzaine. Ce salaire vient toujours en retard, souvent plus de 10 jours après. Nous manquons d'eau potable à boire sur le chantier. Nous sommes obligés de payer de l'eau car les robinets sont à la base et le chantier est à plus de 500 mètres de là.

Depuis un certain temps, la colère commence à monter. Le patron a eu vent de cela et a rapidement mis fin au contrat de GTS pour faire venir une autre structure dénommée AIS. Pour le moment, cette dernière ne nous a pas encore présenté les contrats, mais nous savons bien que ça sera blanc bonnet-bonnet blanc.

C'est pourquoi, ceux d'entre nous qui ont quelques expériences de luttes collectives, nous proposons de nous organiser afin de nous faire entendre. Et c'est ce que nous avons commencé à faire».

LES ÉTUDIANTS DE FAMILLES PAUVRES SONT TRAITÉS COMME DU BÉTAIL

Les étudiants dont les parents sont des travailleurs et qui ont le privilège de fréquenter les universités, vivent la même galère que leurs parents. Nombreux sont ceux qui dorment dans les amphithéâtres et les salles de TD, sur des bancs, des nattes ou autres supports. On se lave comme on peut, dehors, etc. Au bout de nombreuses

années de galère certains obtiendront des diplômes, d'autres échoueront. Mais la grande majorité d'entre eux, diplômés ou pas, finiront comme leurs parents, exploités par la bourgeoisie, à un niveau ou à un autre. Dans cette société faite pour les riches, il n'y a pas de solution individuelle pour s'en sortir quand on est pauvre.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

RÉFORME DE L'IMPÔT SUR LES SALAIRES : BEAUCOUP DE BRUIT POUR DES MIETTES !

L'État a procédé à une réforme des impôts sur salaire. Auparavant, les salariés avaient trois impositions différentes sur leur salaire. L'IS (impôt sur salaire), la CN (Contribution Nationale) et l'IGR (Impôt général sur le revenu).

Aujourd'hui, l'État veut en faire un seul impôt : l'impôt sur les traitements et salaires. Cette réforme concerne environ 1.300.000 personnes, en somme tous les salariés du privé et les fonctionnaires. Pour avoir un ordre d'idées, en 2021, pour 1.227.172 salariés, l'État a perçu près de 565 milliards d'impôts sur salaires.

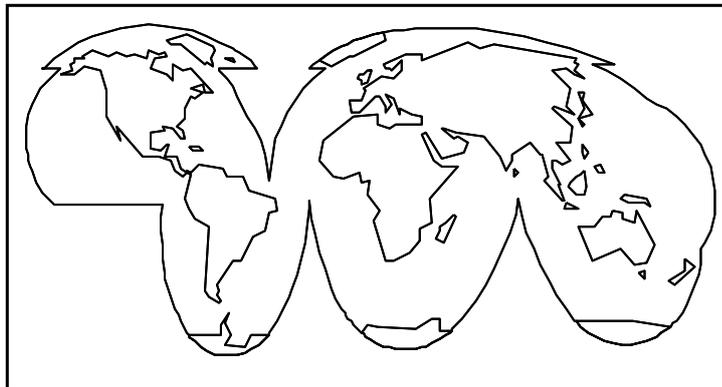
Ainsi, pour un revenu de 410.000 F, par exemple, le salarié payait un impôt de 48.133 F. Avec cette réforme, il payera 45.600 F, d'où une baisse d'impôt de 2.533

F. Le gouvernement fait autant de tapage pour ces 2.533 F ? Est-ce que cette personne pourra faire face à la flambée des prix avec ça ?

La nouveauté serait que les salaires payés à moins de 75.000 F soit le nouveau SMIG, ne seront plus imposés. Cela concernerait environ 58.000 personnes mais c'est une miette face à la cherté de la vie, à l'inflation galopante qui touche même les loyers. Aujourd'hui, même avec un salaire de 200.000 F, un travailleur ne peut pas vivre décemment.

Cette réforme coûterait 39 milliards à l'État. Autant dire une brouille à côté des centaines de milliards de cadeaux que l'état fait au patronat chaque année !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

AUGMENTATION DU PRIX DU RIZ : NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LE POUVOIR D'ACHAT DES PLUS PAUVRES

Le prix du riz a connu une forte augmentation en ce mois de septembre. C'est une denrée de très grande consommation dans les classes populaires. Cela a donc provoqué la grogne chez les consommateurs qui voient ainsi leur pouvoir d'achat encore grignoté.

Le ministre du Commerce est monté au créneau pour donner des explications. D'après lui, cette situation est due à l'Inde qui a décidé de sursoir depuis juillet à l'exportation du riz qu'elle produit. C'est ce qui aurait entraîné une hausse de 5 à 10 % du prix sur le marché international. Et c'est cette augmentation qui a été répercuté à hauteur de plus de 20 % sur les ménages.

Le ministre a une fois de plus parlé d'un nouveau « *plafonnement* » du prix.

C'est bien là une moquerie envers les pauvres. À la limite, il sert surtout de prétexte à quelques agents véreux de son ministère pour harceler et racketter de petits détaillants.

Alors, les travailleurs n'ont peut-être pas de prise sur les prix des denrées de première nécessité, mais ils peuvent en contrepartie exiger des augmentations de salaire conséquentes aux capitalistes qui les exploitent et qu'à chaque fois que les prix du marché grimpent, les salaires des travailleurs doivent automatiquement suivre. C'est en s'organisant de manière conséquente face au patronat et à l'État que les classes laborieuses arriveront à atténuer la dégradation continue de leurs conditions d'existence.

POURQUOI LA CÔTE D'IVOIRE NE PRODUIT-ELLE PAS ASSEZ DE RIZ ?

Avec l'augmentation du prix du riz, chacun peut se demander pourquoi un pays comme la Côte d'Ivoire qui est pourtant un grand pays exportateur de productions agricoles telles que le cacao, la noix de cajou, l'huile de palme, hévéa et autres, est incapable de produire suffisamment de riz pour sa propre consommation ?

Voilà dix ans que le gouvernement a lancé une politique de production de riz local qui s'avère inefficace. Aujourd'hui encore, une partie du riz consommé est

toujours importée. La principale raison est à rechercher non pas dans le climat ou dans la qualité de la terre mais dans la nature de l'économie capitaliste.

Ce qui compte avant tout dans ce système c'est la recherche du profit maximum pour une minorité de parasites. Si les capitalistes et les dirigeants politiques trouvent plus leurs intérêts en important du riz, alors va pour l'importation. Quant aux intérêts des populations pauvres, ils comptent peu dans la balance !

LA RENTRÉE DES CLASSES : UNE MANNE POUR LES ÉDITEURS DE MANUELS SCOLAIRES !

À chaque nouvelle rentrée scolaire, il y a son lot de nouveaux livres à payer pour les parents d'élèves. Et pourtant, il suffirait de reprendre les livres de l'année précédente pour les enfants qui suivent, quitte à mettre en vente uniquement les nouvelles feuilles s'il y a lieu de le faire. Pourtant, ce n'est pas ce qui se fait !

Et pour cause ! Le gouvernement cherche plutôt à favoriser les capitalistes de l'édition des livres au détriment des parents. Alors que les salaires des travailleurs et le revenu des pauvres ne permettent plus d'assurer le minimum pour nourrir, soigner et éduquer leurs enfants, ces nouvelles dépenses de rentrée scolaire ne font qu'aggraver leur situation.

L E U R S O C I E T E

STADE D'EBIMPÉ OU STADE « IMBIBÉ » ?

L'argent dépensé pour réaliser ce stade parle à lui tout seul, même s'il y a un flou artistique qui semble être entretenu pour mieux dissimuler les magouilles. Ainsi, selon les informations qu'on peut trouver ici et là dans les média proches du pouvoir, la Chine aurait fait un « *don* » de 60 milliards de Francs Cfa pour la construction de ce monument. À cette somme s'ajouterait 145 autres milliards venant des caisses des contribuables. On parle aussi de 20 milliards dépensés uniquement pour la pelouse dont on a vu finalement le résultat il y a de cela quelques jours lors du match test entre l'équipe du Mali et celle de la Côte d'Ivoire : au bout de 20 mn de pluie, la pelouse s'est transformée en piscine !

Mais comme l'a si bien dit le porte-parole du gouvernement : « *on ne peut pas couper la tête de quelqu'un à cause d'un phénomène naturel* ». Certes, la pluie est un phénomène naturel mais que la pelouse d'un stade qui a coûté autant de milliards se transforme en une mare aux canards, c'est moins « *naturel* ». Cela révèle surtout que quelques milliards sont partis dans les poches de quelques-uns plutôt que dans la fabrication d'un système de drainage des eaux de pluies. Reste à savoir la liste des noms des bénéficiaires. Mais ça, on ne le saura pas de si tôt, à moins que le gouvernement ne désigne un ou des boucs émissaires pour tenter de mettre fin à la risée qui se déverse sur lui dans le pays et bien au-delà des frontières.

DU SYNDICALISME À LA SAUCE PATRONALE ET GOUVERNEMENTALE !

Le syndicat Humanisme vient d'inaugurer son nouveau siège situé à Williamsville. Il s'agit de deux immeubles de trois étages d'un coût total d'un milliard de francs Cfa, selon son secrétaire général Soro Mamadou.

Comme tout syndicat qui se veut respectable vis-à-vis de la bourgeoisie et de son État, Humanisme a surtout invité du beau linge le jour de l'inauguration qui, de surcroît, s'est tenue sous le parrainage de la ministre Anne Ouloto. Cette ministre s'est illustrée plusieurs fois en justifiant les opérations de déguerpissements menées violemment contre les populations pauvres sous prétexte qu'il s'agit de « *sauver des vies* » alors que c'est fait pour le plus grand bien des promoteurs immobiliers et des riches qui veulent chasser la misère hors de leur vue. Le fait qu'elle soit désignée par les

dirigeants du syndicat Humanisme pour parrainer leur fête est donc à lui seul tout un symbole de ce que sont réellement les dirigeants de grandes centrales syndicales qui, par-delà leur appellation différente, ont les mêmes pratiques. En apparence, ils se placent comme des défenseurs des intérêts des salariés, mais en réalité ils sont de mèche avec le pouvoir pour défendre les intérêts fondamentaux des capitalistes qui exploitent les travailleurs. Ce n'est pas étonnant qu'ils se côtoient et se congratulent dans ce genre d'occasion.

S'agissant du financement du siège de ce syndicat, le ministre de l'Emploi et de la Protection Sociale, Adama Kamara, également présent à cette inauguration, a déclaré que c'est « *la matérialisation du dialogue social* ». Tout est dit, n'est-ce pas ?

L E U R S O C I E T E

TOUT UN SYMBOLE !

Le journal gouvernemental Fraternité-Matin nous apprend que 45% des nouveau-nés sur le sol ivoirien ne sont pas enregistrés à leur naissance. Si l'on porte l'âge à 5 ans, ce sont encore 28% qui se retrouvent sans identité.

Incapable de gérer une question aussi élémentaire que celle de

l'enregistrement des nouveaux nés sur son territoire, le gouvernement ivoirien a, paraît-il, besoin d'être « *accompagné* » par les services de l'ONU (Organisation des Nations Unies) chargée de l'enfance. Ça se voit que les dirigeants de ce pays ont d'autres priorités situées là où c'est plus « *payant* » pour eux !

TRAFICS DE FAUX MÉDICAMENTS ET PASSOIRS BÉANTES !

Un camion transportant 141 cartons de faux médicaments a été intercepté à Yopougon. La quantité saisie est certainement dérisoire à côté du grand trafic de faux médicaments dans ce pays et dans bien d'autres pays environnants. Il s'agit d'un commerce d'autant plus florissant qu'un nombre toujours plus grand de personnes basculent dans la misère et sont poussées vers l'achat de « *médicaments moins chers* » pour le plus grand bien des trafiquants qui alimentent ce marché.

Mais il n'y a pas que les trafiquants

qui profitent de ce commerce criminel. Ils ne parviendraient pas à leur fin sans la complicité de tout un réseau implanté dans la douane, la police, la gendarmerie et bien plus haut dans les arcanes du pouvoir.

Ce n'est pas un hasard si ce camion qui a quitté Korhogo n'a été intercepté qu'une fois arrivé à Yopougon, après un parcours de plusieurs centaines de kilomètres. Et pour une petite quantité interceptée, ce sont d'énormes quantités de faux médicaments qui circulent et font le beurre des trafiquants et de leurs complices au sein de l'appareil d'État.

DERRIÈRE LES GRANDS DISCOURS, UNE TRISTE RÉALITÉ !

Selon les chiffres officiels, le taux d'alphabétisation en Côte d'Ivoire est aujourd'hui à 47% alors qu'en 2002 il était à 51%. Autrement dit, on a reculé de 4% en l'espace de 20 ans ! Et pourtant les chantres du pouvoir n'ont à la bouche que le mot « *émergence* », mais émergence de quoi ? Du bien-être et du progrès social pour la majorité de la population ? Pas du tout ! Ce qu'on observe surtout c'est que d'un côté il y a une aggravation des conditions d'existence des travailleurs et des petits paysans tandis que de l'autre, il y

a un enrichissement de la minorité riche composée de parasites et d'exploiteurs. Ceux qui s'appauvrissent ce sont ceux-là mêmes qui produisent les richesses par leur travail.

C'est cette réalité révoltante que les dirigeants du pays qualifient d' « *économie émergente* » et de « *progrès économique* ». Une société pareille ne mérite qu'une chose : être balayée par les travailleurs et être remplacée par une autre plus humaine, basée sur la satisfaction des besoins de la grande majorité.

L E U R S O C I E T E

ÉLECTIONS À KOUMASSI : UN CAS PARMİ D'AUTRES !

Les élections municipales sont terminées et les résultats sont maintenant connus. L'exemple de Koumassi illustre bien ce que sont en fait tous ces candidats qui veulent montrer un visage « respectable » et qui prétendent avoir un « programme » en faveur des populations.

Dans les faits, il s'agit d'une foire d'empoigne entre brigands qui luttent pour être à la mangeoire et rien d'autre ! Ainsi, à Koumassi, Ibrahim Bakongo Cissé a été désigné par le Rhdp pour le représenter. Non contente, Adjaratou Traoré, appartenant pourtant à ce même parti, a décidé de se présenter en tant que candidate « indépendante ». Qu'ont-ils de différent ? Rien, à part leur ambition d'être à

la tête d'une commune qui brasse pas mal d'argent !

Ainsi, le 1er septembre, les deux candidats battaient campagne au même endroit sur la place In'challah. Les « microbes » armés de Cissé Bacongo et ceux de Traoré Ajaratou se sont affrontés et il y a eu plusieurs blessés graves.

Le jour de l'annonce de la victoire de Bacongo, ces microbes s'en sont pris à la population en l'agressant et la dépouillant. En somme, ils se comportent comme leurs parrains, à la différence que ces derniers se servent à la source tandis que les petits voyous se rabattent sur les petites gens dans la rue.

PENDANT QUE 258 MILLIONS DE PERSONNES VIVENT DANS « L'EXTRÊME PAUVRETÉ », DES MILLIARDS SONT DISTRIBUÉS AUX CAPITALISTES

Le monde connaît un développement famineux dans les secteurs liés aux productions agricoles et industrielles et les chiffres publiés par l'Unicef sont révélateurs d'une terrible réalité : à l'échelle de la planète, 333 millions d'enfants vivent dans des conditions désastreuses indignes du 3e millénaire. Nourriture insuffisante, installations sanitaires inexistantes, absence d'un toit sur la tête, défaut d'accès aux soins de santé et à l'éducation, telle est la réalité de cette extrême pauvreté qui touche particulièrement les enfants vivant en milieu rural dans les pays pauvres.

Pour les actionnaires, l'année 2023 est annoncée faste avec 568 milliards de dollars de dividendes distribués au deuxième trimestre, or dans le même temps le nombre d'êtres humains en insécurité alimentaire aiguë a augmenté de 34% par rapport à 2022. Cette insécurité touche maintenant 258 millions de personnes.

Cette calamité qu'est la pauvreté dans le monde a une cause, c'est ce système capitaliste qui permet à une infime minorité d'individus de détourner sous forme de sommes colossales les richesses produites par le travail de la majorité de la population de la planète. En fait ce qui est produit par le labeur des travailleurs n'est pas destiné à satisfaire les besoins de la population mondiale mais à accumuler toujours plus lingots d'or, de dollars, d'euros, de yuans... dans les coffres forts des actionnaires.

Il faut bâtir une société dans laquelle les exploités puissent jouir des richesses qu'ils créent, et dans ce but il faudra s'unir pour renverser tous ces régimes qui par-delà les frontières sont tous au service exclusif de la grande bourgeoisie capitaliste.

L E U R S O C I E T E

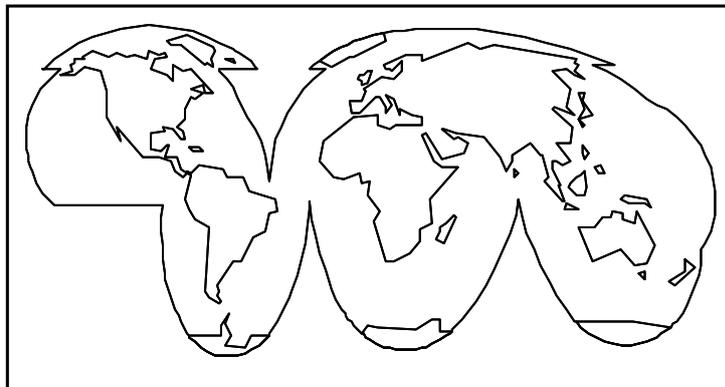
SÉISME AU MAROC : LE PHÉNOMÈNE GÉOLOGIQUE EST NATUREL, MAIS SES CONSÉQUENCES SOCIALES NE LE SONT PAS !

Un tremblement de terre s'est produit tout dernièrement au Maroc. Il a fait des milliers de morts et de blessés.

Beaucoup de gens croient encore par ignorance que ce genre de phénomène naturel est provoqué par un dieu qui manifesterait ainsi sa colère contre les hommes. On a d'abord envie de leur répondre que si c'était bien là le cas, ces gens qui pensent ainsi n'ont pas vraiment une très grande considération envers ce dieu qui serait donc à l'image de tous les despotes sur cette terre, capable de tuer et de maintenir des milliards de personnes dans la misère et la pauvreté. Cela, d'autant plus que ce sont les plus pauvres qui meurent dans ce genre de cataclysme. Les riches ont les moyens de vivre dans des bâtiments conçus pour résister aux ondes sismiques. Voilà pourquoi ils sont généralement épargnés dans ce genre de catastrophe.

La science des phénomènes géologiques a permis de comprendre depuis longtemps que ce qui vient de se produire au Maroc est le résultat d'une tension croissante entre deux plaques tectoniques qui a naturellement fini par se rompre et provoquer un soulèvement et un tremblement de terre. Cela étant dit, si le phénomène est donc bien naturel, les morts et les blessés ne le sont certainement pas. Ils sont plutôt le résultat d'une société d'exploitation où une minorité de riches parasites exploitent les travailleurs et les populations pauvres au point de leur ôter tout moyen pour leur permettre de construire des habitations capables de résister à un tel séisme. Sans compter que les services des secours de l'État marocain ont manqué de moyens pour faire face à la catastrophe.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

**À BAS LA FRANÇAIFRIQUE ! TRAVAILLEURS D'AFRIQUE ET DE FRANCE,
MÊMES EXPLOITEURS, MÊME COMBAT !**

En l'espace de quelques mois, plusieurs pays de l'Afrique francophone ont connu des coups d'État au cours desquels des régimes dictatoriaux fidèles à l'impérialisme français ont été balayés par des militaires. Ceux-ci contestent la présence militaire française sur leur sol ainsi que la mainmise de l'impérialisme français sur leur pays. Les relations entre le président français et ces putschistes au Mali, Burkina Faso et Niger ne cessent de se dégrader.

Sur cette question, nous reproduisons ci-dessous l'éditorial de l'hebdomadaire N° 2875 du 08 Septembre 2023 de nos camarades de Lutte Ouvrière édité en France.

« On vit chez les fous ! », s'est étonné Macron, lundi dernier, à propos de la vague de putschs en Afrique, devant les ambassadeurs réunis à l'Élysée. Mais qui sont les fous dans cette histoire ? Ceux qui rejettent la présence française au Mali, au Burkina Faso et au Niger, ou ceux qui, comme Macron, sont prêts à déclencher une nouvelle guerre qui enfoncera davantage le Sahel dans le chaos guerrier ?

Macron joue les matamores contre la junte nigérienne et refuse de rappeler son ambassadeur. Il ne digère pas que la France soit poussée dehors. À l'entendre, l'armée française aurait sauvé le Sahel du djihadisme ! Mais la population est bien placée pour faire le vrai bilan de l'opération Barkhane, lancée il y a dix ans : les bandes armées continuent de pulluler, elles rackettent et sèment la terreur dans une zone de plus en plus étendue.

Et qu'est-ce que la longue présence française en Afrique a apporté à ces pays, qui comptent parmi les plus pauvres de la planète ? Des routes ? Des dispensaires et des écoles ? Même pas. Quand la France a eu besoin de routes pour transporter les richesses minières ou agricoles de ces pays, elle les a construites, mais cela s'arrête là.

Les réserves d'uranium du Niger permettent aux centrales nucléaires de produire de l'électricité en France, quand la majorité de la population du Niger en est privée. Le Gabon a fait les beaux jours d'Elf-Aquitaine et de Total, qui y ont exploité le pétrole. Et le groupe français Eramet y

exploite aujourd'hui le manganèse, sans que la population en profite.

Le même type de domination se retrouve en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, au Congo, au Sénégal... Car le pillage n'appartient pas à un passé colonial révolu. Il s'agit du présent, et d'un présent toujours fait de dictatures infâmes et soutenues par la France. C'est ce qui rend insupportables les leçons de démocratie adressées à l'Afrique.

Au Gabon, secoué la semaine dernière par une révolution de palais, la dynastie Bongo est restée au pouvoir 54 ans, soutenue par tous les présidents de la Vème République, de De Gaulle à Macron. Et c'est avec leur complicité que la famille Bongo a amassé, en France, une fortune de plus de 85 millions, constituée de 33 propriétés en région parisienne et onze autres sur la Côte d'Azur. La dynastie Bongo fait partie des sous-traitants de l'impérialisme français grassement rémunérés.

La place n'a pas l'air d'être mauvaise au Tchad, où Mahamat Deby a succédé à son père, à travers un putsch soutenu sans délai par Macron. De même au Congo-Brazzaville, où Sassou Nguesso règne depuis 41 ans... À partir du moment où ils faisaient le jeu des capitalistes français, les présidents à vie et les galonnés couverts de sang ont toujours été de grands amis de la République.

Alors oui, les travailleurs, les ouvriers et les paysans africains ont bien des raisons de rejeter l'impérialisme français !

Dans ce combat, ils doivent pouvoir compter sur les travailleurs d'ici, dont toute

une fraction vient d'ailleurs d'Afrique et y garde de multiples liens.

L'Afrique est mise en coupe réglée par la même grande bourgeoisie qui nous exploite ici et inspire la politique antiouvrière de Macron. C'est pour les intérêts exclusifs de ce grand patronat que le gouvernement est va-t-en-guerre en Afrique et qu'il s'est engagé derrière les États-Unis contre la Russie en Ukraine. Lutter contre son propre impérialisme, les guerres et les ravages qu'il fomente, fait partie intégrante du combat de tous les travailleurs.

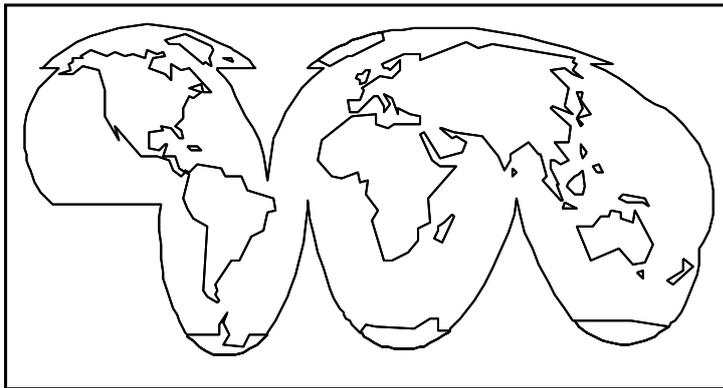
Ne nous étonnons pas que les putschistes, pourtant issus du sérail des dictatures, soient applaudis par la population. Comme nombre de travailleurs rêvent ici de dégager Macron en s'appuyant sur n'importe quel politicien, de nombreux Maliens, Nigériens ou Gabonais se réjouissent de voir dégager des hommes corrompus jusqu'à la moelle. Quand bien même ils se doutent que les putschistes

sont tout aussi avides que ceux qu'ils prétendent remplacer.

Ne nous étonnons pas non plus que certains imaginent que la tutelle russe, chinoise ou américaine pourrait être plus avantageuse. Tant que les travailleurs ne prendront pas confiance en leur propre camp, ils se retrancheront derrière ce qu'ils estiment être le moins pire, ou chercheront un sauveur suprême parmi les nombreux démagogues.

Même si nous sommes peu nombreux à en avoir conscience aujourd'hui, les travailleurs constituent la seule force capable de remplacer cet ordre mondial pourrissant. La seule force capable de mettre fin à l'exploitation et à la domination des pays riches sur les pauvres. La seule force capable d'en finir avec toutes les rivalités impérialistes qui s'étalent aujourd'hui au grand jour et qui nous mènent au chaos guerrier généralisé.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.